



Tél 04.95.60.05.71
mairie@monticello.fr
www.monticello.fr

Date de la convocation :
 Le : 12 juillet 2024

En activité	18
Présents	10
Votants	12
Pour	12
Contre	00
Abstention	00

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-quatre et le dix huit juillet à dix-huit heures, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur MATTEI Joseph, Maire.

Etaient présents :

MATTEI Joseph - CUBADDA Charles -MARTELLI
 Corinne - LE BRAS Philiberte - Marie Dominique
 GIOCANTI - Noélie MARCHETTI- GUINTINI Patricia -
 FRANCESCHINI Louis- PETRIGNANI Yoann - ROMANI
 Sylvie

Par procuration :

Christian BANDINI à CUBADDA Charles
 René SAVELLI à Joseph MATTEI

Etaient absents :

Patricia EMMANUELLI - Ingrid BASTIANELLI - Jean
 PAYEN- Marie-Madeleine MARTINI - Patrick DANESI-
 François FONDACCI.

Monsieur Charles CUBADDA est élu secrétaire.

OBJET : Bilan de la concertation et arrêt de Plan Local d'Urbanisme

Monsieur le Maire rappelle que par délibération du Conseil municipal en date du 23 novembre 2016, la Commune de Monticello a prescrit la révision générale de son Plan Local d'Urbanisme, définissant les objectifs à poursuivre ainsi que les modalités de la concertation publique.

Pour rappel, les modalités de la concertation publique fixées dans la délibération de prescription étaient les suivantes :

- Mise à disposition pour le public d'un registre permettant de recueillir les observations, avis ou remarques formulés, en mairie ;
- La mise en ligne régulière d'informations sur le site internet de la municipalité ;
- La tenue de 2 réunions publiques avant l'arrêt du projet.

Un registre a été mis en place tout au long de l'élaboration du projet.

Le site internet a relayé des informations tout au long de la procédure.

Deux réunions publiques ont été proposées à la population.

L'ensemble de ces moyens de concertation est détaillé dans le bilan de la concertation joint en annexe de la présente délibération.

La population a donc pu, de manière continue, suivre l'évolution du dossier et prendre connaissance de ses éléments par la mise à disposition d'informations en mairie et lors des réunions publiques. Elle a également pu faire état de ses observations et suggestions à disposition du public en mairie, d'un registre de concertation.

**SOUS-PREFECTURE
DE CALVI**

23 JUL. 2024

COURRIER ARRIVEE

D'autre part, et conformément à l'article L153-12 du Code de l'urbanisme, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) a été débattu en Conseil municipal le 08 novembre 2022.

Enfin, les conseillers ont tous pu prendre connaissance du dossier de Plan Local d'Urbanisme.

C'est dans ces circonstances que le Conseil municipal est invité à tirer le bilan de la concertation et à arrêter le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, conformément aux articles L103-3 à L103-6 et L153-14 du Code de l'Urbanisme.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.101-2, L.151-1 et suivant, et R.153-3,

Vu la délibération en date du 23 novembre 2016 prescrivant l'élaboration du Plan Local de l'Urbanisme et fixant les modalités de la concertation préalable,

Vu le débat en Conseil municipal qui s'est tenu le 08 novembre 2022 concernant le Projet d'Aménagement et de Développement Durables,

Vu le projet de Plan Local d'Urbanisme mis à la disposition des conseillers municipaux, notamment le rapport de présentation, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, les Orientations d'Aménagement et de Programmation, le règlement, le document cartographique associé et les annexes,

Vu le bilan de la concertation annexé à la présente délibération,

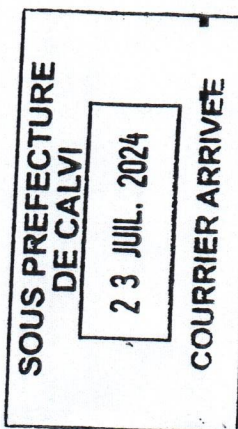
Considérant que les orientations du PADD sont conformes aux objectifs énoncés en préalable à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme et aux articles L. 101-1 et L.101-2 du Code de l'Urbanisme,

Considérant que la concertation afférente au PLU s'est déroulée de manière satisfaisante au regard des modalités énoncées dans la délibération de prescription du 23 novembre 2016,

Considérant que le projet de Plan Local d'Urbanisme est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques qui ont été associées à son élaboration,

Le Conseil Municipal décide de :

- **Tirer** le bilan de la concertation afférente à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme,
- **Arrêter** le projet de Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Monticello tel qu'il est annexé à la présente,
- **Communiquer** pour avis le projet de Plan Local d'Urbanisme, en application des dispositions de l'article L. 132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme, à :
 - Monsieur le préfet,
 - Monsieur le Président de la Collectivité de Corse,
 - Monsieur le Président de la Communauté de communes,
 - Monsieur le Président de l'Autorité organisatrice des transports en commun,
 - Monsieur le Président de la Chambre d'agriculture,
 - Monsieur le Président de la Chambre des métiers,
 - Monsieur le Président de la section régionale de conchyliculture,
 - Monsieur le Président de la Chambre du commerce et d'industrie,



Le projet sera également communiqué pour avis :

- Aux associations agréées et aux communes voisines qui en ont fait la demande au titre de l'article L.132-12 et L.153-17 du Code de l'Urbanisme,
- Aux EPCI voisins compétents et aux organismes d'habitations à loyer modéré propriétaires ou gestionnaires de logements situés sur le territoire de la commune, à leur demande, en vue de l'application de l'article L.132-13 du Code de l'Urbanisme,
- En vue de l'application de l'article R.153-6 du Code de l'Urbanisme, à Monsieur le Président du Centre Régional de la Propriété Forestière et à Monsieur le représentant de la section régionale de l'Institut National des Appellations d'origine contrôlée,
- A la Commission Territoriale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers, conformément à l'article L.112-1-1 du Code rural.

La présente délibération sera transmise à la Préfecture et fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, conformément aux dispositions de l'article R. 153-3 du Code de l'urbanisme.

Ainsi fait et délibérer les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Monticello, le 19/07/2024

Le Président,

